

Les soussignés,

Monsieur Jean-Paul BORDES, demeurant à [REDACTED]

Né à SAINT-YRIEIX-LA-PERCHE (87500) le 22 octobre 1964.

De nationalité française.

Marié à Madame Annie Françoise LEFORT à la mairie de ROUEN (76000) le 29 août 1992 sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts régi par les articles 1400 et suivants du Code Civil, aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Jean-Pierre LAURENT, notaire à ROUEN, le 31 juillet 1992.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Madame Annie Françoise LEFORT, demeurant à [REDACTED]

Née à PONT-SAINT-MAXENCE (60700) le 9 février 1966.

De nationalité française.

Mariée à Monsieur Jean-Paul BORDES à la mairie de ROUEN (76000) le 29 août 1992 sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts régi par les articles 1400 et suivants du Code Civil, aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Jean-Pierre LAURENT, notaire à ROUEN, le 31 juillet 1992.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Madame Aimée BORDES, fille de Monsieur Jean-Paul BORDES et de Madame Annie Françoise LEFORT, demeurant à [REDACTED]

Née à MAISONS-LAFFITTE (78600) le 24 novembre 1997.

De nationalité française.

Célibataire.

Ont établi ainsi qu'il suit :

Les statuts d'une société civile immobilière devant exister entre eux et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé (la « Société »).

Article 1 - . Forme

Il est formé entre les propriétaires de parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société civile immobilière régie par les articles 1832 à 1870-1 du code civil, le décret n° 78-704 du 3 juillet 1978, les dispositions légales ou réglementaires applicables, ainsi que par les présents statuts.

Article 2 - . Objet

La Société a pour objet :

JB. JPB AB

- l'acquisition, la prise à bail, la gestion, la location et l'administration de tous biens mobiliers et immobiliers, notamment l'immeuble sis à SAINT-VAAST-LA-HOUGUE (50550), 22 rue de Verrue, cadastré section AC n°219, lieudit RUE DE VERRUE, d'une contenance de 00 ha 01 a 48 ca ;
- la construction, la réfection, la rénovation, la réhabilitation et, plus généralement, la mise en valeur de tous biens mobiliers et immobiliers ;
- la possibilité de mettre à la disposition gratuite, à titre de prêt à usage, tout ou partie des immeubles sociaux au profit d'un ou plusieurs associés ;
- l'emprunt de tous fonds nécessaires à la réalisation de cet objet, et la mise en place de toutes sûretés réelles ou autres garanties nécessaires à la conclusion de ces emprunts ;
- et plus généralement, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la Société.

Article 3 - . Dénomination sociale

La société a comme dénomination **2AJPB**.

Article 4 - . Siège social

Le siège social est fixé à PARIS 12e arrondissement (75012), 9 rue Abel.

Article 5 - . Durée

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou dissolution anticipée.

Article 6 - . Apports

Les soussignés apportent à la Société :

- Jean-Paul BORDES, la somme de QUATRE CENT QUATRE VINGT QUINZE (495) euros
- Annie Françoise LEFORT, la somme de QUATRE CENT QUATRE VINGT QUINZE (495) euros
- Aimée BORDES, la somme de DIX (10) euros.

Soit la somme totale de MILLE (1000) euros.

Les fonds correspondants à la libération des apports seront appelés par la Gérance de la Société postérieurement à son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

JPB AB

Article 7 - . Capital social

Le capital social est fixé à la somme de MILLE (1000) EUROS.

Il est divisé en MILLE (1000) parts de UN (1) EURO de valeur nominale chacune, numérotées de 1 à 1000, attribuées aux associés en proportion de leurs apports, à savoir :

- à Jean-Paul BORDES : QUATRE CENT QUATRE VINGT QUINZE (495) parts sociales en pleine propriété en rémunération de son apport, numérotées de 1 à 495;
- à Annie Françoise LEFORT : QUATRE CENT QUATRE VINGT QUINZE (495) parts sociales en pleine propriété en rémunération de son apport, numérotées de 496 à 990;
- à Aimée BORDES : DIX (10) parts sociales en pleine propriété en rémunération de son apport, numérotées de 991 à 1000;

Conformément à la loi, les soussignés déclarent expressément que les parts sociales, présentement créées, sont souscrites en totalité par les associés, et qu'elles sont réparties entre les associés dans les proportions indiquées ci-dessus.

Article 8 - . Comptes courants d'associés

Chaque associé pourra verser dans la caisse sociale, en compte courant libre, au-delà de sa mise sociale, toutes sommes qui seront jugées utiles par la gérance pour les besoins de la Société.

Les conditions d'intérêts, de remboursement et de retrait de chacun de ces comptes seront déterminées par accord entre les associés et la gérance, sous réserve d'approbation par la prochaine décision collective ordinaire.

Article 9 - . Parts sociales

9.1. Droit des propriétaires de parts

Chaque part sociale donne droit dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes.

Elle donne également droit de participer aux décisions collectives des associés. Chaque part donne droit à une voix.

Les droits de chaque associé résultent seulement des présents statuts, des actes qui pourraient les modifier et des cessions qui seraient régulièrement consenties et constatées.

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'une part sociale sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés.

JPB / AB

En cas de démembrement du droit de propriété, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

Cependant, pour les décisions autres que l'affectation des résultats, les titulaires de parts sociales dont la propriété est démembreée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote lors des décisions collectives des associés. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute décision collective adoptée après l'expiration d'un délai de UN (1) mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet des services postaux faisant foi de la date d'expédition.

Quel que soit le titulaire des droits de vote, le nu-propriétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives. Ils doivent être convoqués à toutes les assemblées et disposent du même droit d'information.

9.2. Formalités de cession

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit sous seing privé ou par acte notarié. Elle n'est opposable à la Société qu'après avoir été signifiée à cette dernière ou acceptée par elle dans un acte authentique conformément à l'article 1690 du code civil.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et après publication.

9.3. Cession libre

Les parts sont librement cessibles entre associés et entre ascendants et descendants. Elles sont librement transmissibles par voie de succession.

9.4. Agrément

Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la Société autres que les ascendants ou descendants des associés qu'avec le consentement unanime des associés.

Les dispositions des articles 1861, alinéa 3 et 4 à 1864 du code civil s'appliquent.

Conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil, le conjoint de tout associé qui revendique la qualité d'associé sera soumis à l'agrément des associés dans les conditions prévues au présent article pour les cessions à des personnes étrangères à la Société, l'associé époux de ce conjoint étant exclu du vote et ses parts n'étant pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

9.5. Nantissement

Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un nantissement dans les conditions fixées par l'article 1867 du code civil. L'agrément sera acquis aux conditions de majorité fixées à l'article 9.4 ci-dessus.

9.6. Décès d'un associé

JLB AB

La Société n'est pas dissoute par le décès de l'un des associés, mais continue entre les associés survivants et les ascendants ou descendants de l'associé décédé, lesquels ne sont pas soumis à agrément.

Article 10 - . Gérance

10.1. Nomination

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants associés ou non, personnes physiques ou morales, désignés pour une durée déterminée ou non. En cas de nomination pour une durée déterminée, le ou les gérants sont rééligibles.

Le premier gérant de la Société est Madame Annie Françoise LEFORT, demeurant à [REDACTED]

Née à PONT-SAINT-MAXENCE (60700) le 9 février 1966.

De nationalité française.

pour une durée de 5 ans.

Le gérant est nommé et révoqué par une décision des associés représentant plus de la moitié (1/2) des parts sociales.

10.2. Pouvoirs

Dans les rapports avec les tiers, le gérant engage la Société par les actes entrant dans l'objet social.

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci exercent séparément ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chaque gérant de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

Dans les rapports entre associés, le gérant peut accomplir tous les actes de gestion que demande l'intérêt de la Société.

Toutefois, dans les rapports entre associés et sans que cette clause ne puisse être opposée aux tiers ou invoquée par eux, le gérant ne peut prendre les décisions suivantes sans y avoir été préalablement autorisé par une décision des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social :

- tout acquisition, apport en société, cession d'un bien ou droit immobilier
- toute prise d'intérêts dans d'autres sociétés
- toute souscription d'un prêt bancaire ou de prêts d'autre nature
- tout engagement d'un montant supérieur à VINGT MILLE euros (20000 euros)

Le non-respect de cette clause constitue un motif de juste révocation.

Article 11 - . Décisions collectives

11.1.

 JPB AB.

Toutes les décisions collectives peuvent être prises au choix du gérant soit en assemblée, soit par consultation écrite des associés, y compris par voie électronique. En outre, les associés peuvent toujours d'un commun accord, prendre les décisions collectives à l'unanimité par acte sous seing privé ou notarié.

11.2.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Chaque associé peut se faire représenter aux assemblées par un autre associé muni d'un mandat écrit, daté et signé, établi pour une assemblée déterminée. La représentation par une personne n'ayant pas la qualité d'associé de la Société est interdite. Tout pouvoir donné à une personne extérieure à la société est nul et de nul effet.

Tout associé peut, à tout moment, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, demander au gérant de provoquer une délibération des associés, sur une question déterminée. Le gérant procède alors à la convocation selon les formes habituelles, mais le gérant peut valablement se contenter d'inscrire la question soumise à l'ordre du jour de la prochaine assemblée. Il est tenu cependant de réunir l'assemblée si la question posée porte sur le retard du gérant à accomplir l'une de ses obligations.

11.3.

Les conditions dans lesquelles les associés sont convoqués aux assemblées, les documents qui leur sont adressés en cas d'assemblée ou de consultation écrite, les procès-verbaux qui sont établis à la suite des décisions sont fixés selon les dispositions des articles 1855 et 1856 du code civil et 40 à 48 du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978.

11.4.

Toute modification des présents statuts, à quelque titre que ce soit, doit être décidée à l'unanimité des associés, cette unanimité s'entendant de l'accord de tous les associés composant la Société, qu'ils soient ou non présents ou représentés à l'assemblée appelée à statuer ou consultés par écrit.

11.5.

Dans les assemblées ou lors des consultations écrites, les décisions, autres que celles ayant pour objet de modifier les statuts, doivent pour être valablement adoptées être prises à l'unanimité des associés.

Article 12 - . Exercice social

Chaque exercice social a une durée d'une (1) année qui débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice social commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2026.

AB 3FB AB.

Article 13 - . Présentation des comptes

Les comptes de l'exercice écoulé sont présentés aux associés dans un rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la Société pendant l'exercice écoulé. Ce rapport indique avec précision l'excédent constaté, qualifié de bénéfice, ou le déficit relevé, constituant la perte.

Il donne des indications sur les perspectives prévisibles de l'évolution de la Société.

Le rapport est soumis aux associés dans les six (6) mois à compter de la clôture de l'exercice.

Article 14 - . Affectation des résultats

Le bénéfice dégagé pour la période de référence est réparti entre les associés à proportion de leur participation dans le capital. Toutefois, la collectivité des associés peut décider de le mettre en réserve ou de le reporter à nouveau, en tout ou partie.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction. Les pertes sont supportées par les associés au prorata de leurs droits respectifs.

Article 15 - . Dissolution - Liquidation - Partage

A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui les exercent conformément aux articles 1844-8 du code civil et 10 à 14, 28 et 29 du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978.

Après paiement des dettes et remboursement du capital social, le partage de l'actif est effectué entre les associés dans la proportion de leurs droits dans le capital social.

Article 16 - . Contestations

Toutes contestations et tous litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution des présents statuts ou, plus généralement, relatifs aux affaires sociales, pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, survenant soit entre les associés et la Société ou ses dirigeants, soit entre la Société et ses dirigeants, soit entre les associés eux-mêmes, seront soumis à la compétence exclusive du tribunal de commerce dans le ressort duquel est situé le siège social de la Société.

Article 17 - . Élection de domicile

113 SPB AB.

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile à PARIS 12e arrondissement (75012), 9 rue Abel, siège social de la Société, avec attribution de juridiction au tribunal judiciaire de ce siège.

Article 18 - . Frais

Tous les frais, droits et honoraires résultant des présents statuts seront portés au compte des frais généraux du premier exercice social.

Article 19 - . Publicité

Tous pouvoirs sont donnés au gérant pour accomplir les formalités de publicité prescrites par la loi.

Article 20 - . Reprise des actes accomplis pour le compte de la Société en formation

Préalablement à la signature des statuts, l'état des actes accomplis pour le compte de la Société en formation avec l'indication, pour chacun d'eux, de l'engagement qui en résultera pour la Société, a été présenté aux associés. Cet état est annexé aux statuts et la signature de ces derniers emportera reprise des engagements par la Société, lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

En attendant l'accomplissement de la formalité d'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés, la collectivité des associés donne mandat au gérant désigné à l'article 10.1 ou à toute personne qui s'y substituera, à l'effet de passer et conclure au nom et pour le compte de la Société les engagements suivants :

- ouverture d'un compte bancaire au nom de la Société.

Conformément à l'article 6 du décret du 3 juillet 1978, l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés emportera reprise de ces engagements par la Société.

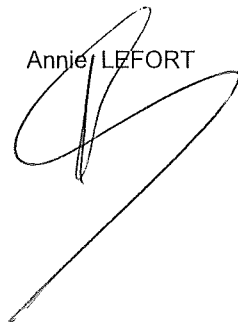
Fait à Paris, le 12 juillet 2026,

en cinq (5) exemplaires

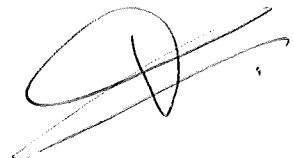
Jean-Paul BORDES

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Annie LEFORT

A handwritten signature in black ink, featuring a large, circular loop at the top and a long, sweeping stroke that curves upwards at the end.

Aimée BORDES

A handwritten signature in black ink, with a large, circular loop at the top and a long, sweeping stroke that curves upwards at the end.